

Pouvoir adjudicateur
MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Archives nationales d'outre-mer

29, chemin du Moulin de Testas

13090 Aix-en-Provence

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICES

Marché n°2013-03

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(C.C.A.P.)

Objet : maintenance du portail IREL
CPV : 72250000-2

octobre 2013

SOMMAIRE

ARTICLE 1.POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
ARTICLE 2.OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 3.PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 4.DURÉE DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 5.PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 6.CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX.....	3
6.1.Variation des prix.....	4
ARTICLE 7.MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	4
7.1.Les règlements.....	4
7.2.Demande de paiement.....	4
7.3.Comptable assignataire.....	4
ARTICLE 8.DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER.....	4
ARTICLE 9.PÉNALITÉS POUR RETARD.....	4
ARTICLE 10.RÉSILIATION.....	5
ARTICLE 11.RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS.....	5
ARTICLE 12.CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ ET DE SECRET.....	5
ARTICLE 13.PROPRIÉTÉ ET UTILISATION DES RÉSULTATS.....	5
ARTICLE 14.DÉROGATIONS AU CCAG.....	5

ARTICLE 1. POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur est :

Ministère de la culture et de la communication
Archives nationales d'outre-mer
29, chemin du Moulin de Testas
13090 Aix-en-Provence
Téléphone : 04 42 93 38 50
Télécopie : 04 42 93 38 89

Le pouvoir adjudicateur est représenté, pour l'exécution du présent marché, par le secrétaire général des Archives nationales d'outre-mer.

Le suivi de l'exécution du marché est assuré par le secrétaire général, le responsable scientifique et le responsable technique du projet.

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la maintenance du portail IREL

Numéro de nomenclature CPV : 72250000-2

Services de maintenance des systèmes et services d'assistance

ARTICLE 3. PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée, conformément aux articles 26 et 28 du code des marchés publics.

La forme du marché est celle d'un marché unique pour la partie correspond à la maintenance corrective et d'un marché à bon de commande sans minimum ni maximum pour la partie correspondant la maintenance évolutive.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter de la date de notification pour une durée d'un an et pourra être reconduit par période d'un an renouvelable deux fois maximum.

ARTICLE 5. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) option B approuvé par l'arrêté du 19 septembre 2009 ;
- l'offre technique et financière du titulaire ;

L'exemplaire de l'acte d'engagement signé par les parties, du CCAP et du CCTP conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur font seul foi.

ARTICLE 6. CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX

Le marché est conclu à prix forfaitaire et révisable pour la maintenance corrective et à prix unitaire et révisable pour la maintenance évolutive.

L'Euro est la monnaie de compte du marché (les prix resteront inchangés en cas de variation du change).

6.1. Variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

Ces prix initiaux sont révisables à chaque date anniversaire du marché (date de notification) par application de la formule suivante :

$$P_1 = P_0 \cdot (0,15 + 0,85 \cdot S_n / S_0)$$

P_1 = nouveau prix

P_0 = prix initial

S_0 = dernier indice connu au mois de notification du marché pour Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Dans le secteur : Activités spécialisées, scientifiques, techniques (identifiant : 001565195)

S_n = dernier indice connu à la date de révision

ARTICLE 7. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Les modalités de règlement sont précisées à l'article 11 du CCAG-TIC.

7.1. Les règlements

Les paiements s'effectueront après prise en charge de la maintenance matérialisée par un procès verbal de prise en charge validé par le pouvoir adjudicateur.

7.2. Demande de paiement

Les demandes de paiement devront être adressées à :

DRFIP
Service Facturier
API 10234
16 rue Borde
13357 MARSEILLE Cedex 20

7.3. Comptable assignataire

Le comptable assignataire chargé du paiement est la Trésorerie générale des Bouches-du-Rhône.

ARTICLE 8. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

Tous les documents et correspondances relatifs au marché seront rédigés en français. En cas de litige, la loi française est seule applicable.

ARTICLE 9. PÉNALITÉS POUR RETARD

Lorsque le délais d'intervention définis au CCTP ne sont pas respecté, du fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée en application de l'article 14 du CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, aucune exonération n'est applicable.

ARTICLE 10. RÉSILIATION

Si pour une raison quelconque, le titulaire se trouve empêché d'exécuter la mission qui lui est confiée, le marché sera résilié, de plein droit, quinze jours après que le titulaire aura envoyé au pouvoir adjudicateur une lettre recommandée motivée avec demande d'avis de réception.

Le pouvoir adjudicateur se réserve les mêmes droits, et selon la même procédure, en cas de non-respect par le titulaire de l'une de ses obligations contractuelles.

Les modalités de cette résiliation seront celles prévues au CCAG-TIC.

ARTICLE 11. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Le règlement des différends ou litiges entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire se fait dans les conditions prévues au chapitre 9 du CCAG-TIC

En cas de litige contentieux, le Tribunal administratif compétent sera la Tribunal administratif de Marseille.

ARTICLE 12. CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ ET DE SECRET

Le titulaire a une obligation de confidentialité. Il ne peut communiquer à qui que ce soit les renseignements, les documents et les supports établis au seul bénéfice du pouvoir adjudicateur à l'occasion de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à respecter la stricte exclusivité des données traitées et transmises ainsi que le caractère strictement confidentiel des travaux qui lui sont confiés et des informations dont il aurait connaissance au cours des travaux.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute du titulaire permettant la résiliation du marché en application de l'article 42 du CCAG-TIC.

ARTICLE 13. PROPRIÉTÉ ET UTILISATION DES RÉSULTATS

L'ensemble des documents remis au titulaire restera la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur.

Le régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature relatifs aux résultats relève de l'option B du CCAG-TIC.

Le titulaire cède au pouvoir adjudicateur les droits de reproduction et de représentation de ses contributions telles que définies au présent marché.

La présente cession est consentie à titre exclusif pour l'ensemble des contributions. Elle est consentie pour le monde entier et pour toute la durée légale de protection.

Elle confère au pouvoir adjudicateur la faculté d'exercer personnellement ou par l'intermédiaire d'un tiers les droits patrimoniaux, objet de la cession.

ARTICLE 14. DÉROGATIONS AU CCAG

Toutes les dispositions du CCAG-TIC s'appliquent au présent marché sauf stipulation contraire prévue dans le présent cahier des clauses administratives particulières.

A le

Le titulaire

A Aix en Provence, le

Le pouvoir adjudicateur